

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire</b> .....	7
<b>Préface</b> .....	9
<b>Liste des principales abréviations</b> .....	17
<b>Avant-propos</b> .....	21
<b>Introduction</b> .....	25

## TITRE I

### L'exécution d'un arrêt : vue panoramique et enjeux pratiques

#### CHAPITRE I

### L'EXÉCUTION D'UN JUGEMENT ADMINISTRATIF ET LES DROITS DE L'HOMME

#### Section 1

L'article 6 de la CEDH .....	31
------------------------------	----

#### Section 2

D'autres dispositions de la CEDH .....	35
--	----

#### Section 3

Un contrôle assez étendu de l'exécution effective .....	36
---	----

#### Section 4

Mise en contexte de l'arrêt <i>Süzer et Eksen Holding A.Ş. c. Turquie</i> .....	38
---	----

## CHAPITRE II PRÉSENTATION GÉNÉRALE

### Section 1

<b>L'exécution des arrêts du Conseil d'État, état des lieux législatif et jurisprudentiel</b> .....	44
---	----

§ 1. Relevé des dispositions législatives pertinentes .....	44
§ 2. Un balisage jurisprudentiel .....	46

### Section 2

<b>Brève typologie des arrêts du Conseil d'État</b> .....	48
---	----

§ 1. Les arrêts de suspension .....	50
§ 2. Les arrêts de rejet au contentieux de l'excès de pouvoir .....	51
A. <i>L'objet de l'autorité de chose jugée</i> .....	52
B. <i>Une autorité relative</i> .....	53
C. <i>Rejets de recours dirigés contre des actes à portée réglementaire</i> .....	55
D. <i>Rejets de recours dirigés contre des actes individuels</i> .....	56
§ 3. Les arrêts ordonnant la réouverture des débats .....	57
§ 4. Le contentieux de la cassation administrative .....	58
A. <i>Les ordonnances</i> .....	59
B. <i>La nature de la compétence exercée est-elle toujours un critère de distinction pertinent ?</i> .....	60
C. <i>La force obligatoire de la cassation administrative à l'égard de l'administration</i> .....	62

## CHAPITRE III L'INTERPRÉTATION DES ARRÊTS D'ANNULATION DU CONSEIL D'ÉTAT

### Section 1

<b>Enjeux et choix de l'interprétation</b> .....	63
--	----

§ 1. Les enjeux de la méthode d'interprétation retenue .....	63
§ 2. État de la jurisprudence .....	65

### Section 2

<b>Fondements de l'interprétation étroite</b> .....	72
---	----

§ 1. Un argument de procédure : l'interdiction de statuer « <i>ultra petita</i> » .....	73
A. <i>Le principe dispositif</i> .....	73
B. <i>Tempérament : l'extension de l'objet de la requête</i> .....	76

§ 2. Un argument de fond : le précepte de la séparation des fonctions .....	79
A. L'évolution du pouvoir d'injonction, de l'affaire Zoete à la loi du 20 janvier 2014 .....	79
B. L'exclusion de principe du pouvoir de réformation .....	85
C. L'annulation partielle et les frontières de la réformation .....	88

## CHAPITRE IV

# INCIDENCE PRATIQUE DE L'EXÉCUTION SUR LA MANIÈRE DE RÉDIGER UNE REQUÊTE

### Section 1

#### La décision implicite de rejet rattachée à une décision explicite .....

§ 1. Le Conseil d'État annule mais ne donne rien .....	95
§ 2. L'arrêt <i>Vanassche Firefighting Engineering</i> prononcé par l'assemblée générale .....	99
§ 3. Analyse et jurisprudence postérieure .....	101

### Section 2

#### L'opération complexe et les actes préparatoires .....

### Section 3

#### La connexité .....

§ 1. De la connexité d'affaires à la connexité d'actes .....	110
§ 2. Typologie des actes connexes .....	112
§ 3. L'extension de l'objet de la requête en cours de procédure .....	115

### Section 4

#### L'acte détachable et le contrat .....

§ 1. Influences d'un contrat et de ses actes détachables sur l'office du juge administratif .....	117
A. Le contrat, sa validité, son exécution, son interprétation et sa dissolution .....	117
B. Les actes détachables du contrat .....	120
C. L'intérêt au recours dirigé contre un acte détachable lorsque le contrat est conclu .....	121
§ 2. Influences de l'annulation d'un acte détachable sur un contrat .....	122
A. Un exemple topique : l'affaire E.G.T.A. Contractors Antwerpen contre SOFIBRU et Région de Bruxelles-Capitale .....	124
B. Evolutions législatives et jurisprudentielles récentes .....	130
C. L'incidence de l'annulation d'un acte administratif peut affecter un contrat dont il n'est pourtant pas l'acte détachable .....	137

## TITRE II

### L'arrêt d'annulation et ses effets

#### CHAPITRE I

### LA PORTÉE RÉTROACTIVE DE L'ARRÊT D'ANNULATION

#### Section 1

**L'acte annulé est censé n'avoir jamais été accompli** ..... 143

§ 1. Applications en fonction publique ..... 146

§ 2. Applications en aménagement du territoire et en urbanisme ..... 149

#### Section 2

**Le temps a-t-il suspendu son vol ?** ..... 150

#### Section 3

**Faut-il croire en la résurrection administrative ?** ..... 153

#### CHAPITRE II

### TEMPÉRAMENTS À LA PORTÉE RÉTROACTIVE DE L'ARRÊT D'ANNULATION

#### Section 1

**Le tempérament législatif, l'article 14ter des LCCE** ..... 158

§ 1. Bref aperçu de droit comparé ..... 158

§ 2. Historique de la disposition ..... 160

§ 3. Constitutionnalité de la disposition et réserve européenne ..... 161

§ 4. Modalités et applications ..... 165

§ 5. Une disposition dont la simplicité n'est qu'apparente ..... 169

#### Section 2

**Les tempéraments jurisprudentiels** ..... 174

§ 1. La théorie du fonctionnaire de fait ..... 174

§ 2. L'expérience acquise par un agent irrégulièrement nommé ou promu ..... 178

A. *Présentation de la problématique* ..... 178

B. *Les arrêts Verheyden et Bauwens prononcés par l'assemblée générale* ..... 181

C. *Jurisprudence postérieure* ..... 185

§ 3. L'aiguillage procédural ou le fait résistant à la fiction ..... 185

## CHAPITRE III

# L'AUTORITÉ ABSOLUE DE CHOSE JUGÉE INHÉRENTE À L'ARRÊT D'ANNULATION

<b>Section 1</b>	
<b>L'affirmation</b> .....	189
 <b>Section 2</b>	
<b>Les justifications</b> .....	193
§ 1. Le caractère objectif du recours pour excès de pouvoir .....	193
§ 2. Le caractère institutionnel et organique du recours pour excès de pouvoir .....	194
 <b>Section 3</b>	
<b>Les limitations</b> .....	198
§ 1. Les voies de recours ouvertes à l'encontre de l'arrêt d'annulation .....	198
§ 2. La limitation jurisprudentielle par le biais de la renonciation implicite .....	200

## CHAPITRE IV

# RÉPERCUSSIONS COLLATÉRALES DE L'ANNULATION

<b>Section 1</b>	
<b>L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes dérivés</b> .....	206
§ 1. Contours de l'hypothèse de travail .....	206
§ 2. L'acte dérivé considéré comme simplement illégal .....	209
§ 3. L'acte dérivé considéré comme « <i>inopérant</i> », « <i>privé de force matérielle</i> » .....	213
§ 4. La réouverture du délai de recours en annulation contre l'acte dérivé .....	217
 <b>Section 2</b>	
<b>L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes identiques</b> .....	219
§ 1. Présentation de l'acte identique .....	219
§ 2. Le succès de Mademoiselle De Block et la course-poursuite désespérée consécutive .....	221
 <b>Section 3</b>	
<b>L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes contraires</b> .....	225
§ 1. Présentation de l'acte contraire .....	225

§ 2. Annulation d'un refus et acte contraire .....	226
§ 3. Annulation d'une mesure de désinvestiture et acte contraire .....	228
A. La réintégration .....	229
B. La reconstitution de carrière .....	233
C. Le rappel de traitement ou l'indemnisation .....	235

## CHAPITRE V INSTRUMENTS DESTINÉS À FACILITER L'EXÉCUTION DE L'ARRÊT

### Section 1

#### Les ressources contenues dans les lois coordonnées .....

§ 1. L'injonction .....	242
§ 2. L'astreinte .....	245
§ 3. La substitution .....	248
§ 4. L'appui à l'exécution .....	252

### Section 2

#### Au-delà des dispositions spécifiques au Conseil d'État .....

§ 1. Les remèdes administratifs .....	257
§ 2. L'appel aux médiateurs institutionnels .....	258
§ 3. Les remèdes juridictionnels .....	261

### Section 3

#### Aperçu de droit comparé .....

§ 1. L'exécution des jugements administratifs au-delà des frontières .....	263
§ 2. La section du rapport et des études du Conseil d'État de France .....	265

## CHAPITRE VI ACTE ATTAQUÉ ILLÉGAL ET ABSENCE D'ANNULATION

### Section 1

#### Le retrait .....

§ 1. Conditions .....	273
A. L'illégalité de l'acte .....	274

B. Le délai .....	276
C. Imputabilité de l'illégalité ? .....	278
§ 2. Le retrait et l'annulation, éléments de comparaison .....	279

### Section 2

#### La boucle administrative ? .....

§ 1. Sa genèse compliquée .....	281
§ 2. L'annulation par la Cour constitutionnelle .....	285

## TITRE III

### La réfection de l'acte annulé

#### CHAPITRE I

### LA CORRECTION DE L'ILLÉGALITÉ

#### Section 1

##### La réfection-corrrection .....

§ 1. Seule l'interdiction de répéter l'illégalité découle de l'autorité de chose jugée .....	294
§ 2. Impartialité de l'autorité et détournement de pouvoir .....	296
§ 3. Nature du vice et manières de le corriger .....	299
A. La classification des vices et ses limites .....	299
B. Un exemple concret : l'affaire des échelles de traitement préférentielles octroyées aux ingénieurs de la Région wallonne .....	304

#### Section 2

##### La réfection obligatoire .....

#### Section 3

##### La réfection facultative .....

#### Section 4

##### La réfection impossible .....

§ 1. L'absence de base légale .....	314
§ 2. Certaines insuffisances de motifs de fait ou de droit .....	316
§ 3. L'expiration d'un délai impératif ou d'un délai raisonnable .....	316
§ 4. L'acte détachable d'un contrat non annulé et d'autres réfections vides de sens .....	320

#### Section 5

##### La réfection de l'acte annulé opérée par le législateur .....

## CHAPITRE II LE DÉLAI DE RÉFECTION

### Section 1

**Présentation de la problématique en quelques distinctions** ..... 325

### Section 2

**La restitution d'un délai complet** ..... 327

- § 1. Lorsque l'auteur de l'acte annulé était saisi d'un recours organisé ..... 328
- § 2. Lorsque l'auteur de l'acte annulé était saisi d'une demande ..... 329
- § 3. Lorsque l'auteur de l'acte annulé exerçait une tutelle obligatoire ..... 330
- § 4. Les situations incertaines demeurent en nombre ..... 330

### Section 3

**La partie non échue du délai** ..... 333

### Section 4

**L'absence de nouveau délai** ..... 338

### Section 5

**Délai d'ordre et délai raisonnable** ..... 340

### Section 6

**Le délai « mutant »** ..... 343

### Section 7

**Octroi d'un nouveau délai et retrait d'acte** ..... 347

## CHAPITRE III LE DROIT APPLICABLE

### Section 1

**Tempus regit actum** ..... 351

### Section 2

**Tempéraments** ..... 353

- § 1. La compétence ligotée et la compétence complètement liée ..... 353
- § 2. La disposition transitoire ..... 355



## CHAPITRE IV LES ACTES PRÉPARATOIRES

### Section 1

<b>Enjeux du sort réservé aux actes préparatoires</b> .....	360
---	-----

### Section 2

<b>Les actes préparatoires irréguliers</b> .....	363
--	-----

§ 1. Identification .....	363
§ 2. Réfection .....	365

### Section 3

<b>Les actes préparatoires réguliers</b> .....	366
--	-----

§ 1. Les actes préparatoires réguliers demeurent valables .....	366
§ 2. Possibilité de recommencer l'ensemble de la procédure .....	368
§ 3. Actualisation des données : faculté, obligation ou interdiction ? .....	370

## CHAPITRE V EFFET RÉTROACTIF ET RÉFECTION

### Section 1

<b>L'absence d'effet rétroactif</b> .....	378
---	-----

### Section 2

<b>Réfection et effet rétroactif obligatoire</b> .....	379
--	-----

§ 1. Compétence ligotée et compétence « complètement liée » .....	379
§ 2. Difficultés d'identification de la compétence ligotée .....	383

### Section 3

<b>Le tempérament législatif</b> .....	386
--	-----

### Section 4

<b>Le tempérament jurisprudentiel</b> .....	389
---	-----

§ 1. Une grande variété de situations .....	389
§ 2. Illustration de la problématique à travers les péripéties liées à l'application de l'A.R.P.G. ....	391
§ 3. Nécessité d'assurer la sécurité juridique, la continuité du service public et la stabilité des situations .....	395
§ 4. Les deux principaux garde-fous : l'absence d'immixtion dans les procédures juridictionnelles en cours et le respect des droits acquis .....	399
§ 5. Effet rétroactif et sanction disciplinaire .....	403

## TITRE IV

### Les incidences pécuniaires de l'arrêt du Conseil d'État

#### CHAPITRE I

### L'AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE DE L'ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT À L'AUNE DE LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES JURIDICTIONNELLES

#### Section 1

#### Bref rappel de l'organisation du contentieux administratif en droit belge ..... 412

- § 1. Le juge judiciaire est aussi le juge naturel de l'administration ..... 412
- § 2. Une illustration de jonction inachevée : l'intérêt au recours en annulation mû  
par l'introduction d'une action judiciaire ultérieure ..... 414

#### Section 2

#### L'arrêt d'annulation et le juge judiciaire ..... 418

#### Section 3

#### L'arrêt de rejet et le juge judiciaire ..... 419

- § 1. L'arrêt de rejet et le contrôle de légalité des actes administratifs  
par le juge judiciaire ..... 420
  - A. L'arrêt du 22 octobre 1970 (fixation des loyers de logements sociaux) ..... 420
  - B. L'arrêt du 24 mars 1977 (taxe sur les charbonnages) ..... 422
- § 2. L'arrêt de rejet et le contentieux judiciaire de la responsabilité délictuelle  
de l'administration ..... 424
  - A. Les conclusions du Procureur général précédant l'arrêt Cuvelier du 16 décembre 1965 ..... 424
  - B. L'arrêt Valkenborg du 7 novembre 1975 et son commentaire doctrinal ..... 427
  - C. L'arrêt Région wallonne c. Betonac du 9 janvier 1997 ..... 429
- § 3. Mise en perspective et prospective ..... 431
  - A. Essai de synthèse ..... 431
  - B. Les solutions retenues sont-elles opportunes ? ..... 432
  - C. L'article 159 de la Constitution a-t-il la portée qu'on lui prête ? ..... 433
  - D. L'article 23 du Code judiciaire, clé ou nœud du problème ? ..... 434
  - E. Le changement, est-ce pour maintenant ? ..... 435

## CHAPITRE II

# LA RESPONSABILITÉ EXTRA CONTRACTUELLE DE L'AUTORITÉ

### Section 1

<b>L'article 1382 du Code civil et l'arrêt d'annulation</b> .....	441
---	-----

### Section 2

<b>La faute</b> .....	443
-----------------------	-----

§ 1. Excès de pouvoir, chose jugée et faute civile .....	443
--	-----

A. <i>Le juge judiciaire demeure maître de la qualification juridique de la faute</i> .....	443
---	-----

B. <i>L'arrêt du 13 mai 1982 (taxe de démergement)</i> .....	445
--	-----

C. <i>Jurisprudence postérieure et perspectives</i> .....	450
---	-----

§ 2. Erreur invincible et autres causes d'exonération .....	454
---	-----

### Section 3

<b>Le lien de causalité</b> .....	459
-----------------------------------	-----

### Section 4

<b>Le dommage</b> .....	464
-------------------------	-----

## CHAPITRE III

# L'INDEMNITÉ RÉPARATRICE

### Section 1

<b>L'indemnité réparatrice, nouveau mode réparatoire</b> .....	468
--	-----

§ 1. Contexte constitutionnel, législatif et réglementaire .....	468
--	-----

§ 2. Une notion autonome .....	470
--------------------------------	-----

§ 3. <i>Electa una via</i> .....	471
----------------------------------	-----

### Section 2

<b>Considérations procédurales</b> .....	473
--	-----

§ 1. Qui ? .....	473
------------------	-----

§ 2. Quand ? .....	474
--------------------	-----

§ 3. Comment ? .....	474
----------------------	-----

§ 4. Instruction, arrêt et voies de recours .....	475
---	-----

### Section 3

<b>Les trois éléments constitutifs</b> .....	477
§ 1. L'existence d'une illégalité .....	478
§ 2. Le lien de causalité .....	481
§ 3. Le préjudice .....	482
A. <i>L'indemnité réparatrice doit tendre vers la réparation intégrale... du reliquat</i> .....	482
B. <i>La réfection, utile préalable à la détermination de l'indemnité réparatrice</i> .....	483
C. <i>La démonstration du préjudice incombe au demandeur</i> .....	485
D. <i>L'indemnité réparatrice n'équivaut pas au choix arbitraire d'une somme quelconque</i> .....	486
<b>Index alphabétique</b> .....	489